Éric BUSSIÈRE, Olivier DARD, Geneviève DUCHENNE,
dirs, *Francis Delaisi, du dreyfusisme à « l'Europe
nouvelle »*

Berne, P. Lang, coll. Euroclio, 2015, 266 pages

Jean-René Maillot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10633>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.10633](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10633)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2016

Pagination : 467-469

ISBN : 9782814302839

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Jean-René Maillot, « Éric BUSSIÈRE, Olivier DARD, Geneviève DUCHENNE, dirs, *Francis Delaisi, du dreyfusisme à « l'Europe nouvelle »* », *Questions de communication* [En ligne], 29 | 2016, mis en ligne le 30 juin 2016, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10633> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10633>

fou), tandis que celui-ci porte aux nues des films comme *Le Mépris* ou *Pierrot le fou* et voit en celui qui les a réalisés un « génie » (cité p. 88), l'incarnation même de « l'art d'aujourd'hui » (cité p. 94). Luc Vigier suggère avec pertinence que les films de Jean-Luc Godard relancent les enjeux qui obsèdent Aragon « depuis ses premiers romans : l'insertion de la réalité, le collage, le montage, le réalisme, la voix, la théorie intégrée à la fiction, les figures de l'auteur, le double, les miroirs, l'identité, l'amour, la jalousie, le Mal, entre autres » (p. 96). Au terme de son étude, elle-même conçue comme une série de vues successives, un montage de séquences destiné à parcourir « les étapes d'une pensée » – ce qu'Aragon lui-même avait appelé, en 1922, « un cinéma cérébral » (cité p. 104) –, il peut estimer à bon droit avoir fait comprendre combien le cinéma a constamment innervé la recherche esthétique de l'écrivain. Et, de façon plus large, comment cet art neuf, fascinant, a nourri son projet d'élaborer quelque chose comme « une philosophie de l'imagination et de son langage, où la *toile* et l'*écran* sont lieux analogiques de transition entre le cinéma, le théâtre, la poésie et la peinture » (p. 105). Il convient d'ajouter que Luc Vigier s'est acquitté de cette tâche dans une langue riche et soignée, allusive parfois, pour ce qui est de la biographie et des écrits (si divers et si nombreux d'Aragon), mais suffisamment précise et éclairante pour n'exclure aucun de ses lecteurs potentiels.

Reynald Lahanque

Lis, université de Lorraine, F-54000

rlahanque@me.com

Histoire, sociétés

Éric BUSSIÈRE, Olivier DARD, Geneviève DUCHENNE, dirs, *Francis Delaisi, du dreyfusisme à « l'Europe nouvelle »*

Berne, P. Lang, coll. Euroclio, 2015, 266 pages

À première vue, Francis Delaisi offre un visage pour le moins paradoxal. Journaliste au sein du syndicalisme révolutionnaire avant le premier conflit mondial, il est un publiciste remarqué pour ses attaques contre le patronat. Durant l'entre-deux-guerres, il se fait le chantre du pacifisme et l'infatigable défenseur de l'union du continent. Il accède dans le même temps au rang d'expert des questions économiques accrédité auprès de prestigieuses institutions. Enfin, son engagement actif dans la Collaboration le marque du sceau de l'infamie et clôt un itinéraire militant débuté à l'heure des luttes en faveur d'Alfred Dreyfus. Fins connaisseurs de ces parcours atypiques dans la première moitié du xx^e siècle (Olivier Dard, dir., *Georges Valois, itinéraire et*

réceptions, Berne, P. Lang, 2011 ; Olivier Dard, Étienne Deschamps, Geneviève Duchenne, dirs, *Raymond de Becker (1912-1969). Itinéraire et facettes d'un intellectuel réprouvé*, Berne, P. Lang, 2013), les directeurs de l'ouvrage formulent le pari de trouver une « possible cohérence » chez Francis Delaisi en mettant l'accent sur les « milieux traversés » et les « idées défendues ». Leur deuxième objectif est d'étudier « les ressorts de la légitimité », en interrogeant le rôle d'expert qui lui est accordé par ses contemporains. L'attention portée à l'engagement européen du publiciste et à la réception de son discours à l'étranger permet enfin de dépasser le cadre national.

L'étude est divisée en trois parties, chacune soulignant les apparentes contradictions du personnage. Les premières livraisons suivent l'homme du dreyfusisme à l'antisémitisme. André Héland (pp. 27-42) offre le vivant récit du premier engagement de Francis Delaisi. Le lecteur découvre un étudiant rennais alliant courage et sens de l'organisation pour défendre autant l'intégrité physique de ses professeurs (Victor Basch, Henri Sée) que l'honneur d'Alfred Dreyfus. Cette période de découverte du militantisme précède une première rupture, l'échec à l'agrégation qui l'éloigne définitivement du monde universitaire. Après le premier conflit mondial, il voit sa renommée grandir et Emmanuel Naquet souligne sa capacité à « étendre son audience de part et d'autre du champ politico-social » (p. 47). Élu en 1931 au comité central de la Ligue des droits de l'homme (LDH), Francis Delaisi est devenu « une voix écoutée » au sein de la gauche. Sa position à la LDH témoigne des divisions de l'heure quant à l'attitude à adopter face aux dictatures. Mis en minorité au congrès de 1937, il refuse de démissionner. S'il condamne en principe les dictatures, il recommande de s'entendre à tout prix avec elles pour sauvegarder la paix. Michel Dreyfus (pp. 61-78) revient ensuite sur la contribution de Francis Delaisi au syndicalisme révolutionnaire. Le relevé des signatures établi par Benjamin Gérôme et présenté en fin d'ouvrage (pp. 227-252) permet de mesurer parfaitement l'ampleur de celle-ci : Francis Delaisi signe 104 articles entre 1906 et 1912 dans le journal *La Guerre sociale* de Gustave Hervé et 258 articles de 1911 à 1913 dans *La Bataille syndicaliste*. Francis Delaisi alimente alors un discours antisémite relativement répandu à gauche. Michel Dreyfus rappelle le contexte et les étapes de la rupture entre socialistes et syndicalistes. Il précise surtout quels sont les cadres conceptuels et les circonstances autorisant ou non cet antisémitisme. Dès lors, on comprend mieux pourquoi Francis Delaisi s'empare dans *La Guerre sociale* contre *L'Humanité* et l'accuse de trahir la cause des ouvriers en recevant l'argent des Rothschild

et autres banquiers juifs. Dans le même temps, il sait nouer des relations avec certaines personnalités des milieux bancaires et politiques. L'arrivée de sommes d'argent dont l'origine est suspecte décide les dirigeants de *La Bataille syndicaliste* à se séparer de lui. Selon Michel Dreyfus, son antisémitisme est complexe et ne peut être interprété comme l'annonce de sa compromission dans la Collaboration. S'il se refuse à un racisme biologique, il soutient un antisémitisme économique qui forme la pierre angulaire de sa critique du capitalisme.

La deuxième partie de l'ouvrage s'intéresse à la double expérience de Francis Delaisi, à la fois publiciste anticapitaliste et expert économique. Benjamin Gérôme (pp. 81-96) analyse le discours dénonçant les « nouvelles féodalités » publié dans *La Guerre sociale*. Francis Delaisi entend démontrer que la démocratie n'est qu'un leurre, le pouvoir y étant confisqué par une oligarchie financière et métallurgique. Les régents de la Banque de France et certaines dynasties, notamment les Rothschild, régneraient en toute quiétude avec la complicité des hommes politiques et des journalistes. Mais il souhaite également défendre le consommateur et le contribuable en soulignant les avantages du libéralisme et de la concurrence. De même, les guerres et la colonisation sont décrites comme des instruments au service des grands financiers ruinant les peuples. Francis Delaisi est représentatif d'une longue tradition littéraire, politique et pamphlétaire se chargeant d'instruire les lecteurs en révélant les ressorts cachés de la politique. Pour Florent Le Bot (pp. 97-110), les écrits de Francis Delaisi nourrissent la forme du « mythe politique » défini par Raoul Girardet ; une fabulation à même d'ordonner le présent et de mobiliser. Le mythe du pouvoir confisqué par les « 200 familles » est au service d'un récit globalisant employé différemment selon le contexte. En 1911, il sert à dénoncer la démocratie mensongère et invite à la grève générale. Mais, en 1936, quand Francis Delaisi alimente la presse du Front populaire pour encourager la réforme de la Banque de France, l'ennemi prend désormais la figure du fasciste caché dans les arcanes du pouvoir. Autour de son obsession pour le thème de l'argent, Arnaud Manas (pp. 111-141) distingue les points forts de son discours. Sa rhétorique est des plus efficaces en alliant les réflexions simplistes à l'émotion, l'objectif étant davantage de persuader que d'informer. Francis Delaisi est moins un auteur original qu'un vulgarisateur apprécié. Tout en recyclant ses idées, il sait alimenter les controverses du moment, répondant en cela à une demande politique autant qu'éditoriale. Sa connaissance du monde anglo-saxon et ses contacts hors de France lui assurent un carnet

d'adresse exceptionnel. Olivier Dard (pp. 143-155) poursuit l'analyse de la réception de son discours et interroge la figure de l'expert. L'économie est le fil directeur de sa pensée autour duquel s'articulent les autres thèmes (lutte contre les oligarchies, réforme de l'État, organisation de la paix et union du continent). Lorsque Francis Delaisi alimente les réflexions techniciennes au tournant des années 20, la compétence est pensée comme un instrument de lutte contre les oligarchies. L'économie lui ouvre les portes des associations françaises et des institutions internationales tandis que sa renommée médiatique s'appuie sur ses succès éditoriaux, notamment *Les Deux Europes* paru chez Payot en 1929. Mais son statut d'expert connaît une certaine limite dans la mesure où historiens et économistes se montrent beaucoup plus critiques envers sa réflexion.

Intitulée « De l'europhisme genevois à l'Europe nouvelle », la dernière partie présente l'engagement international de Francis Delaisi. Geneviève Duchenne (pp. 159-179) se penche sur les solides relais dont il profite en Belgique. Partant de son engagement au sein de Paneuropa, Francis Delaisi y noue des relations très fécondes. Le publiciste profite du réseau du médecin belge Van der Ghinst et de l'aide de l'entrepreneur américain Heinemann. Ensemble, ils mènent une intense propagande en faveur de l'union du continent et parviennent à toucher les sphères industrielles, financières jusqu'aux plus hautes autorités politiques. Gilles Morin (pp. 181-197) dresse le bilan de la participation de Francis Delaisi à la Collaboration et retrace les liens existants avec ses engagements passés notamment au sein du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. L'auteur revient sur le basculement de l'association en faveur du pacifisme intégral dans lequel Francis Delaisi joue un rôle de premier plan. Partisan d'une conciliation la plus ouverte possible, il va jusqu'à légitimer la revendication hitlérienne d'un « espace vital ». Il dénonce le « péril fasciste à l'intérieur » qui, sous couvert de la lutte contre les dictatures, agirait au seul bénéfice des trusts. Durant l'Occupation, il est d'abord en quête de sources de revenus. Il déploie une activité intense dans la presse collaborationniste et milite au sein du Rassemblement national populaire de Marcel Déat. Il y trouve les conditions favorables pour défendre les idées qui lui sont chères telles la négation de la démocratie, la dénonciation des trusts et la nécessité d'unir le continent. Pour Bernard Bruneteau (pp. 199-216), sa compromission dans la Collaboration tient moins d'une dérive politique que d'une logique intellectuelle. En effet, depuis 1911, il semble obsédé par la question d'organiser la paix face aux manœuvres

guerrières des oligarchies. Déçu par l'impuissance des cadres étatiques et internationaux, l'europhisme intégral offre une réponse idéale en promettant la réalisation de la paix, de l'intégration économique du continent et de l'État technicien. Son aveuglement sur la question européenne s'explique par le poids du pacifisme, l'opposition au totalitarisme soviétique et une interprétation pour le moins tronquée du nazisme. Une fois encore, il s'agit moins de rupture que de continuité dans la défense de ses idéaux. Dans la conclusion, Éric Busssié (pp. 217-221) rappelle que son engagement s'articule autour d'une organisation de l'économie à même de garantir la paix. Au vu de sa renommée et de ses relations multiples, nombreux sont ses contemporains à lui accorder le statut d'expert. Mais il est davantage un médiateur dont la démarche très personnelle est représentative des interrogations de l'époque.

Au terme de l'ouvrage, dont l'une des qualités est de passer avec aisance d'une époque à une autre, les enseignements sont nombreux. L'angle biographique permet de combler un vide historiographique à propos d'une personnalité importante de la première moitié du ^{xx}^e siècle. Il offre aussi l'occasion de mieux comprendre des trajectoires semble-t-il déroutantes lorsqu'elles s'abîment dans les crises des années 30 ou dans la Seconde Guerre mondiale. Alors que la découverte du sommaire invitait à s'interroger sur la part de reniements auxquels Francis Delaisi avait dû se résoudre, l'examen attentif du discours et une scrupuleuse mise en contexte permettent de saisir la continuité de sa réflexion. Dans la mesure où un engagement en faveur d'un idéal se construit autour d'une pluralité de valeurs, sa signification véritable émerge de la distinction et de la hiérarchisation de celles-ci. Ainsi le publiciste peut-il jouer avec cet ordre pour faire cadrer son discours avec les préoccupations d'une époque sans pour autant se trahir. Au cœur de la question de la reconnaissance publique d'un porte-parole ou d'un expert, la position sociale qu'il occupe surdétermine sa réception. Il faut alors un certain recul pour apercevoir les convergences entre le polémiste en lutte contre le système et la voix autorisée d'une majorité. En définitive, cette étude biographique profite pleinement des analyses serrées des idées et offre un outil précieux pour rendre à la première moitié du ^{xx}^e siècle toute sa richesse et sa complexité.

Jean-René Maillot

Lycée Marcel Cachin, F-93400

jrmallot@yahoo.fr

Alain CHATRIOT, *Pierre Mendès France. Pour une République moderne*

Paris, A. Colin, coll. Nouvelles Biographies historiques, 2015, 317 pages

De son vivant, Pierre Mendès France eut trois historiographes – l'Anglais Donald McCormick, et les Français Jacques Nantet et Alain Gourdon – selon le comput d'Alain Chatriot. Il eût fallu écrire cinq. En effet, le journaliste anglais d'origine russe Alexander Werth (1901-1969) a publié *The Strange history of Pierre Mendès France and the great conflict over French North Africa* (Londres, Barrie, 1957) et Claude Nicolet (1930-2010), à l'aube de la Cinquième République, écrit *Pierre Mendès France ou le métier de Cassandre* (Paris, Julliard, 1959). Cet historien de l'Antiquité attribuait à l'homme politique, fleuron du radicalisme de l'après-Seconde Guerre mondiale, le patronage d'une héroïne de la guerre de Troie aux sinistres prédictions, pour camper son personnage comme un demi-dieu du Panthéon politique français. Depuis sa mort, en 1982, les biographies louangeuses se sont multipliées, celle d'Alain Chatriot étant la neuvième. De même que les hagiographies des saints médiévaux étaient composées selon un plan identique propre à édifier les lecteurs, celui des biographies de Pierre Mendès France semble obéir à un schéma similaire : ce ne sont que des nuances qui distinguent le plan du livre de Jean-Louis Rizzo (*Pierre Mendès France* Paris, Éd. La Découverte, 1994) de celui d'Alain Chatriot. Il importe aux deux auteurs de placer Pierre Mendès France dans le cercle étroit des hommes politiques qui ont refusé le 13 mai 1958 (*putsch* d'Alger). Il est un fait que, en juin 1953, cet homme d'État avait proposé une réforme constitutionnelle. Pour assurer la stabilité gouvernementale, il proposait une sorte de défiance constructive semblable à celle introduite dans la *Grundgesetz* (Loi fondamentale pour la République fédérale d'Allemagne) allemande de 1949. Faut-il en déduire une attitude de respect inconditionnel du mythique président du Conseil de la Quatrième République à l'égard des institutions d'octobre 1946 ? Une note manuscrite de Georges Pompidou (*Lettres, notes et portraits 1928-1974 Témoignage d'Alain Pompidou*, Paris, R. Laffont, 2012, p. 258) – que, à la différence d'Alain Chatriot, Jean-Louis Rizzo ne pouvait connaître – tend à nuancer fortement cette image de vieux Romain à la mode de Caton l'Ancien dont on veut parer notre personnage : « Février-mars 1956 [...]. Le 1^{er} mars, [le général de Gaulle] voit à 11 h 30, au Lapérouse, Mendès France (1 h 20). Cela se passe bien. P.M.F. vient lui proposer de renverser Guy Mollet et propose une démarche dont il se fait fort auprès de Coty avec Lacoste et Jacquinet (je crois) pour appeler le Général ». Ce renversement du